



EUROPEAN IDEAS NETWORK

EIN Roundtable Seminar

A special seminar organised in conjunction with FAES

*Eighty years after the crash of 1929:
what lessons for today?*

Tuesday 27 January 2009, European Parliament, Brussels

Alain-Gérard Slama

***" L'IMPACT POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE
DE LA CRISE DE 1929"***

Disclaimer

The European Ideas Network is a forum for debate, created by the EPP-ED Group in the European Parliament, to analyse the economic, political and social challenges facing Europe and to develop practical policy options to meet them.

This paper, like all publications of the European Ideas Network, does not represent the collective views of the EIN or of the EPP-ED Group but only the view of its author.

Copyright of this publication is held by the author. You may not copy, reproduce, republish or circulate in any way the content from this publication except for your own personal and non-commercial use. Any other use requires the prior written permission of the author.

L'impact politique et idéologique de la crise de 1929

La seconde moitié de l'année 2008 aura été hantée par la peur d'un retour de la grande crise de 1929, avec l'enchaînement fatal qui a conduit du « jeudi noir » du 24 octobre à la montée des régimes totalitaires en Europe.

L'évocation de cette ombre est récurrente : elle a été caressée au début de la première crise pétrolière de 1973. Mais jamais elle n'a été aussi clairement accompagnée d'un pressentiment de catastrophe.

Or si l'on considère sérieusement les causes et le contexte historique du désastre des années 1930, par comparaison avec la situation présente, on est frappé par l'énormité des différences qui opposent les dimensions économiques et financières, ainsi que les contextes historiques des deux crises. Par contraste avec cette observation, on est d'autant plus frappé par les ressemblances entre les effets des deux crises sur les mouvements d'idées politiques, même si l'on peut espérer que la crise actuelle n'ait pas un impact aussi dramatique, et même si la crise de 1929 a joué, dans les dérives politiques de l'entre-deux-guerres, le rôle d'un accélérateur plutôt que celui d'un déclencheur. Enfin, ce sera mon troisième point, on est d'autant plus surpris de constater les analogies entre l'impact des deux crises sur les mouvements d'idées et les comportements collectifs.

A. Différences sur le plan économique et financier

Mettre en évidence la différence entre les deux crises sur le plan économique et financier n'est pas sans importance pour la démonstration que je voudrais développer devant vous, et qui est la suivante : on a cru, en 1929 à la fin d'un monde, et de même aujourd'hui l'un des thèmes les plus constamment développés par les commentateurs de la crise, qu'ils soient économistes élus ou intellectuel, et l'idée que nous entrons dans un monde nouveau. Dans les deux cas, c'est, aujourd'hui comme hier, le système capitaliste libéral et parlementaire qui est mis en cause. Or il est pas difficile de démontrer que si la crise de 1929 s'était déclenchée dans un contexte comparable à la situation du capitalisme au début du XXI^e siècle, cette crise n'aurait pas connu du tout la même ampleur. De même, plutôt que de parler de rupture et de nécessité de repenser le capitalisme, voire de le moraliser, ce qui n'a aucun sens, parce que le capitalisme n'est par lui-même ni moral ni amoral, il serait plus raisonnable de créer les conditions, que chacun connaît, nécessaire pour éviter que la même crise ne puisse se reproduire à l'avenir. Mais nous savons bien que quelles que soient les aménagements que l'on mettra en place et quelle que soient les précautions que l'on prendra, rien n'empêchera une nouvelle crise de prendre en défaut la prudence des acteurs de l'économie et de la finance. En d'autres termes, ce que je voudrais faire apparaître dans cette brève causerie, c'est que le principal danger contre lequel il faut garder, c'est de laisser entraîner les opinions publiques et les mouvements d'idées, par un processus quelque peu irresponsable de prédiction créatrice, dans le même sens de contestation radicale des valeurs libérales que celui qui a failli détruire les démocraties dans la décennie précédant la seconde guerre mondiale.

J'en viens donc à ce rapide rappel des différences.

La différence économique fondamentale entre les deux événements tient au fait que la crise de 1929 avait eu pour cause première, non une défaillance bancaire, comme aujourd'hui, mais la frénésie de consommation qui a suivi la première guerre mondiale. De ce point de vue, 1929 a été une des

conséquences du désastre de la première grande guerre totale du XXe siècle. Aux États-Unis, une vague de croissance sans précédent amorcée après une première alerte en 1921 a favorisé un climat d'euphorie, qui a lui-même déclenché un processus de surproduction, inévitablement suivi d'une chute des prix. Parallèlement, les agriculteurs et les salariés, saisis d'une frénésie d'équipement, se sont surendettés. La politique malencontreuse de stabilisation pratiquée par les banques centrales et l'anarchie des spéculations boursières conduites à contretemps ont accéléré la déflation et précipité la récession, la montée du chômage et la multiplication des faillites de banques, dont le processus de diffusion en Europe a été lent, à partir de la faillite spectaculaire du Kreditanstalt de Vienne, en 1931.

Mais il importe de préciser que la crise européenne n'est pas venue seulement des États-Unis. Elle a correspondu à la fin de la période de reconstruction, qui avait amené l'Europe à contribuer au développement des pays neufs issus du traité de Versailles, et qui s'était industrialisée suffisamment pour devenir des concurrents. Ainsi a-t-on assisté à la même réaction en chaîne : effondrement du crédit, récession, déflation et chômage, qui a atteint de proche en proche toute les branches et tous les pays. En France, l'État dut intervenir pour renflouer Citroën, la compagnie générale transatlantique et la banque nationale du commerce.

Si les conséquences économiques entre les deux crises peuvent paraître analogues, leurs causes, à l'évidence ne le sont pas. J'irai très vite sur ce sujet, car cela a été parfaitement rappelé avant moi La cause de la crise actuelle s'inscrit dans un processus inverse de celui de 1929 ; elle s'est développée en trois temps :

Au départ, on trouve pour première cause la politique monétaire très laxiste pratiquée par la Réserve fédérale des Etats-Unis au début des années 2000. Elle a baissé deux fois ses taux, face à la bulle internet, puis pour prévenir le ralentissement de l'activité après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont, par ce biais, une part incontestable de responsabilité dans la crise actuelle. La volonté d'encourager l'accès à la propriété des plus pauvres a ensuite donné lieu au fameux montage des prêts immobiliers à taux variable, du subprime (*subprime* signifie « en dessous de la catégorie supérieure »), sans toujours vérifier la solvabilité des emprunteurs, dont les plus fragiles n'ont pas pu rembourser.

Parallèlement les courtiers qui ont vendu des prêts *subprime* se gardaient de les conserver. Ils les revendaient à des banques qui les ont transformés en produits échangeables sur le marché, la fameuse titrisation, en sorte qu'une fois ce titre mis en circulation, nul ne pouvait plus savoir leur composition. La technique de titrisation était si sophistiquée que les agences de notation n'y ont rien vu, et lui ont souvent accordé la note AAA de fiabilité maximale ! On connaît la suite : la multiplication des impayés, la baisse des prix de l'immobilier, la perte assurée pour les banques et le dessèchement du marché interbancaire. La chute de Lehman Brothers a déclenché la réaction en chaîne que j'ai évoquée à propos de la crise de 1929 : effondrement du crédit, récession, déflation et chômage qui atteint de proche en proche toute les branches et tous les pays. A travers le *subprime*, le retournement du marché immobilier américain a provoqué une crise économique mondiale.

Cet inventaire des différences entre les deux crises, si sommaire soit-il, montre clairement, je l'espère, que chacune de ces situations historiques devrait soulever des problèmes différents. Si, en 1929, l'équilibre entre l'offre et la demande a mis tant de temps à se rétablir - ce fut en réalité à la faveur de la guerre, plus que grâce au New Deal - ce fut pour quatre raisons : l'absence d'indemnisation du chômage ; la perte de confiance dans les institutions démocratiques, liée au déclin démographique et à l'instabilité parlementaire consécutifs à la première guerre mondiale, l'absence d'organisations économiques internationales susceptibles de contenir les réflexes protectionnistes, enfin l'absence de zones monétaires qui a laissé se multiplier en Europe des dévaluations en cascade dans le vain espoir de maintenir les exportations. Ces facteurs expliquent l'échec de fait du New Deal de Roosevelt, puisque chacun sait que les États-Unis n'avaient pas retrouvé en 1938 leur niveau de PIB de 1929. Et il explique aussi bien entendu les conséquences politiques sur lesquelles je vais revenir.

Aujourd'hui, la difficulté de réguler le système bancaire est la principale cause du mal et même si les conséquences de la crise risquent de durer plus longtemps que prévu, les chances de réussite de l'intervention et de la concertation des Etats sont incomparablement plus grandes que celles des États-Unis et de l'Europe il y a 80 ans. Non seulement on peut penser que la crise de 1929 n'aurait pas entraîné les mêmes désastres si ces acteurs avaient pu bénéficier des organisations mondiales d'aujourd'hui, mais il est permis d'imaginer qu'une 'organisation internationale placée au coeur du système financier, comme beaucoup le demandent depuis longtemps, évitera à la crise que nous traversons de se reproduire.

B. Les conséquences politiques

La principale leçon qu'il conviendrait de tirer des situations de crise aussi différentes est que leurs conséquences politiques ne sauraient avoir la même ampleur. Même si l'on se complaît aujourd'hui à dissenter sur la crise de la représentation qui affecte toutes les assemblées élues et toutes les institutions, même les syndicats, ce phénomène de défiance, qui tend à devenir de l'indifférence, n'a rien à voir avec le ressentiment des anciens combattants à l'égard des parlementaires et civils qui a suivi la première guerre mondiale. Le phénomène de repli communautaire et identitaire que nous avons raison de déplorer représente une menace mineure par rapport à la nostalgie de la fraternité des tranchées qui, à partir des années 20, a nourri, à droite et à gauche, les rancœurs contre l'individualisme jouisseur, et contre le matérialisme dont les associations d'anciens combattants et les liges d'extrême droite voyaient la cause dans l'idéologie émancipatrice des Lumières, cependant que les communistes et la plupart des socialistes en rendaient le capitalisme responsable. Tous se rejoignaient dans un antiparlementarisme qui, me semble-t-il, est aujourd'hui beaucoup moins virulent, dans la mesure où il n'a plus d'idéologie de substitution à proposer, comme ce fut le cas au temps du fascisme et du communisme triomphants. Nos contemporains, envers et contre tout, sont dans leur écrasante majorité hostiles à la dictature et attachés à l'État de droit. Les libertés d'expression, de publication, de réunion signifient encore pour eux quelque chose. Ils savent qu'il n'y a pas de citoyens libres et responsables sans éducation. Dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la montée des dictatures et des fascistes a pu donner sincèrement l'impression, aux observateurs les moins prévenus, que le modèle de la démocratie libérale était révolu et que l'avenir appartenait soit au communisme, soit aux régimes autoritaires. Si l'on fait le compte des régimes démocratiques qui ont pu continuer à fonctionner de façon régulière pendant la totalité de l'entre-deux-guerres, entre 1918 et juin 1940, on est sidéré par leur petit nombre : ce sont la Grande-Bretagne, l'État libre d'Irlande, la Suède, la Suisse et la Finlande, qui devait succomber peu après. On comprend que, dans un tel environnement historique, les fidélités à la démocratie aient hésité et que les lucidités aient vacillé. Ce fut, comme on sait, le cas de la France de Vichy.

Dans cette dérive générale du continent européen, la crise de 1929 à jouer un rôle d'accélérateur, d'amplificateur, elle n'en a pas été la cause. Elle a conforté les régimes totalitaires déjà au pouvoir, comme le fascisme et le stalinisme, dans leur étatismisme économique : le fameux article de Staline, « au diable la NEP ! », liquidant la nouvelle politique économique de Lénine, et reprenant en main l'industrialisation de la Russie face à la menace de l'impérialisme européen date de septembre 1929 ; mais le premier plan quinquennal de Staline a été lancé en 1928, et les lois fascistissimes de Mussolini remontent à 1926.

Quant au nazisme, son idéologie ne sort pas de la crise. Tous les totalitarismes du XXe siècle relèvent

d'une chronologie longue, dont il faut situer le point de départ aux remises en cause du rationalisme engagées en France, en Allemagne, en Italie, en Russie et même en Angleterre à partir des années 1890. Mais il est probable que le nazisme a trouvé dans la masse des chômeurs en col blanc une partie de ses militants lorsque la crise a atteint l'Allemagne en 1930, alors que Hitler avait déjà constitué son parti. Il est probable aussi que la crise a fourni à Hitler la masse des électeurs dont celui-ci avait besoin pour arriver au pouvoir par la voie démocratique. Mais il n'y serait sans doute pas parvenu si les socialistes et les communistes allemands avaient eu assez de lucidité pour s'allier contre lui. Peut-être alors aurait-il risqué un coup d'Etat, ce qui, pour faire de l'histoire fiction, aurait contribué à alléger le poids de la responsabilité allemande dans les crimes qu'il a commis. La conséquence la plus directe de la crise de 1929 sur l'Allemagne nazie a été la politique keynésienne délibérément et expressément mise en œuvre par le ministre des finances de Hitler, le Dr Schacht, dans des conditions il est vrai particulières : les grands travaux et les investissements dans l'armement ont permis à l'Allemagne nazie de retrouver le plein emploi juste avant la guerre, en 1938.

Quant aux démocraties, elles ont toutes été confrontées à la contradiction entre, à la base, une crise de confiance, et au sommet, un renforcement du rôle de l'Etat. Avec pour résultat un malaise, une difficulté de mener des politiques de relance efficace qui ont favorisé le protectionnisme.

Commençons par le sommet. La plupart des démocraties s'orientent vers un renforcement de l'intervention de l'Etat, vers la planification et la technocratie. C'est à ce moment-là, exactement en 1932, que l'usage du mot apparaît aux Etats-Unis, avant de s'imposer en France en 1945. Cette évolution est perçue comme un échec du libéralisme. On imagine sans peine le choc politique que l'abandon du libre échange par le cabinet travailliste Macdonald en 1932 a représenté pour la Grande-Bretagne après 80 ans de libéralisme économique. La même année, le parti social-démocrate suédois arrive au pouvoir avec un programme entièrement centré sur une politique volontariste de lutte pour le plein emploi. En Belgique, Henri de Man, qui était alors à la tête du bureau d'études du parti ouvrier, lança son plan de travail en décembre 1933. Les éléments de ce plan, qui comportait bien entendu la planification de l'économie nationale, mais aussi un système d'économie mixte, enfin ce que nous appellerions aujourd'hui une politique du pouvoir d'achat, ont passionné le reste de l'Europe. En France, où l'exécutif gouverne de plus en plus par « décrets-lois », les « Jeunes-Turcs » du parti radical, avec Bertrand de Jouvenel, Gaston Bergery, l'écrivain Jules Romains, lancent un projet de Plan, dit du 9 juillet 1934. La CGT a le sien. Le patronat aussi, avec le courant des polytechniciens de « X-Crise », dont certains se sont retrouvés à Vichy. Des projets de réforme de l'Etat ont été avancés par les socialistes, notamment par Blum, dans le sens d'une organisation plus concentrée et plus efficace du gouvernement, et par la droite, notamment par André Tardieu, qui voulait renforcer l'exécutif au détriment du Parlement, et qui a, en son temps, intéressé de Gaulle.

Quant à la base, la crise atteint surtout les ouvriers, qui sont frappés par le chômage, sans pouvoir s'organiser, en sorte que le syndicalisme s'en trouve considérablement affaibli. Les classes moyennes sont également touchées par la concurrence étrangère, et l'on voit se répandre partout en Europe, des manifestations de xénophobie, dont les juifs sont les principales victimes. L'Etat est à la fois de plus en plus sollicité et de plus en plus critiqué pour son impuissance. L'exaspération populaire devant l'incapacité du pouvoir se traduit par l'agitation des ligues d'extrême-droite, qui culmine en France lors des émeutes du 6 février 1934.

Le frappant est que, en 2009, alors même que le contexte politique a beaucoup changé, et que les menaces sont beaucoup moins lourdes, l'anti-libéralisme occupe - plus que jamais -, la quasi-totalité de l'espace du pouvoir et semble - plus que jamais - majoritaire dans l'opinion. Une telle anomalie trouve son explication dans l'impact de l'idéologie.

C. Les conséquences idéologiques

1. Le grand escamotage :

Toute société, à l'épreuve d'un choc historique, éprouve le besoin de le neutraliser. Il est rare pourtant qu'elle le sente venir. Ce fut le cas dans les années trente. Nous en avons un témoignage rétrospectif de Sartre qui, dans *Qu'est-ce que la littérature ?*, réfléchissant sur la « situation de l'écrivain » en 1947, note que, pour sa génération, la rupture de la guerre a précédé la guerre, et qu'elle s'est produite « dans les années trente », quand l'approche de la catastrophe devenait aveuglante.

« Il nous parut alors », écrit-il, « que le sol allait manquer sous nos pas et tout à coup, pour nous aussi, le grand escamotage historique commença. [...] Il nous semblait que [notre vie] était gouvernée jusque dans ses plus petits détails par des forces obscures et collectives et que ses circonstances les plus privées reflétaient l'état du monde entier. [...] Quelque chose nous attendait dans l'ombre future, quelque chose qui nous révélerait à nous-mêmes peut-être dans l'illumination d'un dernier instant avant de nous anéantir » (on a reconnu dans cette phrase la traduction du mot apocalypse).

Ce texte peut sembler reconstruit, tant il est lucide, et on peut estimer qu'il a été écrit pour répondre à n'importe quelle circonstance, tant il nous parle encore. La France d'aujourd'hui se sent, autant qu'hier, confrontée à la peur des « forces obscures et collectives » dans un environnement historique qui se dérobe. Mais le témoignage intuitif de Sartre est corroboré par la littérature politique de l'entre-deux-guerres, dont les analogies sont frappantes, depuis l'Angleterre jusqu'à l'Espagne, De Huxley à Unamuno, dans l'ensemble des pays européens. Deux thèmes la traversent, que rapproche un lien évident.

2. La crise de civilisation :

Dans un prospectus de présentation de la revue *Esprit*, datant de fin 1933¹, Emmanuel Mounier, son fondateur, exposait ce qui allait être son idée maîtresse, et qui a marqué profondément une sensibilité européenne « catholique de gauche », d'autant plus révélatrice de la déstabilisation intellectuelle des années trente qu'elle était profondément hostile au nationalisme, au communisme et au fascisme : cette idée maîtresse, conçue à l'épreuve de la crise de 1929 et du chômage, était la rupture avec ce qu'il appelait le « désordre établi » : la revue « *Esprit* a été fondée, en octobre 1932, par un groupe de jeunes hommes décidés à liquider la faillite du monde moderne et à réaliser un ordre nouveau sur la primauté des valeurs spirituelles ». Si on se réfère à l'esprit 1900, on trouve dans ces quelques mots bon nombre des ingrédients de l'aspiration identitaire : la bande, le « réel » (dans le verbe réaliser), le besoin de revenir à une conception du spirituel qui n'en fasse pas une affaire privée, mais un principe d'organisation de la société. Quant au rejet du monde moderne, il est dirigé contre le « matérialisme individualiste », accusé de favoriser « le règne du plus fort, à savoir aujourd'hui le règne du plus riche », autrement dit « la jungle capitaliste » - et cette mise en accusation de l'individualisme et des conflits qu'il engendre en appelle à un renouveau de « civilisation ».

Le prospectus, il faut y insister, désigne avec netteté deux autres cibles dont la seconde aurait dû exclure de la part de Mounier toute compromission avec le nouveau régime. La première cible est « le matérialisme collectiviste », entendons le communisme, le second est « le faux spiritualisme fasciste », accusé de détourner « la vraie vocation de l'homme dans l'idolâtrie tyrannique de spiritualités

¹ Document communiqué par Michel Winock.

inférieures : exaltation raciste, passion nationale, discipline anonyme, dévotion de l'Etat ou du chef, quand ce n'est pas seulement dans la sauvegarde des intérêts économiques associés ». Sur ce point, Mounier est clair. Les ennemis qu'il désigne sont sans ambiguïté : ce sont les mêmes, racisme, nationalisme, fascisme que ceux des Républicains.

Le malheur est que le fondateur d'Esprit s'en prend aussi, et même d'abord à la République. Et quand il vise la République, ce n'est pas seulement la Troisième, ni seulement son régime. Ni la trahison par les combinaisons gouvernementales, en 1926, 1934 et 1938, des majorités sorties des urnes en 1924, 1932 et 1936. Ce sont ses fondements, ses principes, ses valeurs qu'il remet en question de façon radicale. Le « désordre établi », dans son esprit, est l'individualisme institutionnalisé par la logique parlementaire, et le matérialisme dans lequel il voit la source de toutes les corruptions est indissociable de la bourgeoisie. Un des derniers écrits publiés par Mounier dans *Esprit* pendant la guerre, « Fin de l'homme bourgeois », est la charge la plus virulente contre l'esprit utilitariste de l'individualisme bourgeois que l'on puisse concevoir – plus dure encore que *Mort de la pensée Bourgeoise*, d'Emmanuel Berl, publié en 1929 : « L'individualisme, c'est lui [le bourgeois]. *Chacun pour soi* est la formule de son blason. Il ne conçoit aucune communion humaine que sous forme d'échange tarifé, de contrat, de marché. Malheur à ceux qui ne comptent pas ! »

Allant plus loin, Mounier précise encore, en 1934 : « L'idéologie que nous combattons, c'est l'idéologie de 89 [...]. Ce que nous combattons, c'est ceci : l'individu vidé de toute substance et attaches charnelles et spirituelles, fortifié de ressentiments et revendications, érigé en absolu ; la liberté considérée comme un but en soi, sans rapport à quoi se donner, jusqu'à juger le choix même et la fidélité comme des impuretés ; l'égalité par le vide entre des individus neutres et interchangeables (auquel sens le prolétaire est le couronnement du citoyen) ; le libéralisme politique et économique qui se dévore lui-même ; l'optimisme dévot de la souveraineté nationale ; l'opposition purement négative au socialisme ; l'attachement à un parlementarisme abstrait et mensonger qui, par ailleurs, se déconsidère de jour en jour. Une telle démocratie méconnaît aussi bien la personne originale et pleine que la communauté organique qui doit relier les personnes »².

Où étaient donc, dans le combat mené pendant la guerre, ses amis, ses ennemis ? Mounier n'a pas tardé, à l'automne 1941, rejoindre la Résistance. Mais le test décisif était pour lui la question de la collaboration avec l'Allemagne. Sa répugnance pour la postérité de Rousseau et de Kant et sa détestation de la bourgeoisie l'ont entretenu, beaucoup trop longtemps, dans l'illusion qu'il pouvait être, certes avec des restrictions de conscience, le compagnon de route de la Révolution nationale ultra-réactionnaire de Pétain, comme il a cru pouvoir rejoindre, après la guerre, un compagnonnage avec le parti communiste. Dans les années trente, l'idéologie identitaire de la Communauté, sortie des tranchées de la Grande guerre et de l'anticapitalisme de la Grande Crise, a été, pour toute une jeunesse, l'insaisissable objet du désir.

Il est beaucoup plus paradoxal que la remise en cause du projet d'émancipation des Lumières, qui pouvait se comprendre au début des années trente, soit aujourd'hui banalisé au point que ce projet soit rendu responsable des totalitarismes du XXe siècle, alors que nous savons à quel prix le combat pour les droits de l'homme et la démocratie parlementaire, capitaliste, individualiste, « abstraite et mensongère » est venue à bout du nazisme et du stalinisme.

3. Le thème de la décadence

Une explication des raisons de ce retour d'un vieux refoulé à la faveur de la crise actuelle réside peut-être dans ce que le choc bien réel de la guerre, des tranchées et du chômage a été relayé, en ce début de siècle, par une addition de peurs millénaristes qui, sans revêtir le caractère spectaculaire de l'ordalie de la

² *L'Aube*, 27 février 1934.

Grande guerre, n'en touchent pas moins au plus profond de la conscience humaine : peur de la fin du monde, avec le réchauffement climatique, peur des grandes invasions, avec la mondialisation des moyens de communication et le creusement du fossé Nord-Sud, peur des guerres de religion, avec le terrorisme, peur des grandes pandémies... Ces résurgences, en réveillant le sentiment anti-progressiste du temps cyclique, de l'éternel retour, se superpose à l'obsession de la mort liée au temps linéaire : on tient là une des clés de la pensée de la décadence. *Destruam et aedificabo, aedificabo et destruum...*

Ce refoulé, qui mettait en doute le destin des civilisations, s'est manifesté au lendemain de Première guerre mondiale, avec une force particulière. Ce furent Valéry, dont *La crise de l'esprit (Variété I)* a ouvert en 1919 ses réflexions sur la découverte, par l'Occident, de sa finitude, Spengler, qui, dans *Le déclin de l'Occident*, compare la fin programmée de la civilisation occidentale à la fin de l'époque hellénistique, le géographe Albert Demangeon, annonçant *Le déclin de l'Europe*, en 1920. Ce furent encore Croce, Mosca, méditant sur le réveil cyclique et inéluctable des instincts brutaux, et G Ferrero, reprenant en 1921 le thème classique de *La ruine de la civilisation antique*, qu'il avait abordé en 1902, et qui l'amène à décrire la dialectique entre le principe d'autorité (reposant sur la force et la peur) et le principe de liberté, et à déplorer la désagrégation inéluctable des principes hiérarchiques sur lesquels reposent les sociétés.

Intervenant après l'éveil de ces inquiétudes sur la précarité des civilisations, la crise économique de 1929, en paraissant justifier les théories de la récurrence des phases de croissance et de décroissance, a réveillé les philosophies cycliques de l'histoire, sur lesquelles repose la thématique de la décadence. A partir de 1934, Arnold Toynbee élaborait un modèle de vie et de mort des civilisations, qui faisait de la décadence l'issue inéluctable et toujours répétée d'une histoire cyclique, pensée sur le modèle des anciennes annales chinoises. Cette approche s'est accompagnée d'une fascination pour les civilisations moribondes, comme en a témoigné en 1932 la mauvaise traduction du titre de l'oeuvre maîtresse de J. Huizinga ("Le déclin du Moyen Age") : c'est une des constantes des périodes de crise, que les historiens projettent sur le passé le désarroi du présent.

Réciproquement, en même temps que se développe la crainte de la destruction de l'Occident par les Barbares, s'accrédite l'idée selon laquelle les barbares n'en viendraient pas à bout s'il n'était déjà détruit de l'intérieur : l'antiaméricanisme, qui, comme aujourd'hui, a été relancé par la grande crise, s'est référé complaisamment à la métaphore du cancer, censé ronger le monde développé de l'intérieur, depuis les *Scènes de la vie future* de Georges Duhamel (1930) jusqu'au *Cancer américain* d'Arnaud Dandieu et Robert Aron (1931).

Comme le clavier des idées et des sentiments politiques est étroit ! L'histoire serait-elle sans imagination ? Entre les inquiétudes actuelles, la crise intellectuelle des années 1900, et les retombées du choc de 1929, les thèmes n'ont guère changé.

Le sujet de contestation demeuré le plus récurrent et le plus vif, est la critique des méfaits de la civilisation moderne, incarnée par le capitalisme libéral. Dans toute l'Europe, quel qu'ait son degré de développement, à l'Ouest comme à l'Est, un même fil a couru, de Nietzsche à Drumont, Sorel, Spengler, Carl Schmitt, voire Heidegger, jusqu'à...Alain Badiou. Aucune de ces pensées, certes, ne se réduit à ce fil. Il les traverse toutes jusqu'à nos jours. Méfiance à l'égard des masses, mépris des médiocrités bourgeoises, dénonciation des effets déshumanisants de la technique et, à travers ces remises en cause, incrimination de la démocratie et du capitalisme, dont serait venu tout le mal - tels furent, tels sont les principaux griefs.

L'historien israélien Zeev Sternhell a cru reconnaître dans ces rejets un facteur commun : l'antimatérialisme, défini comme la répudiation de l'héritage rationaliste, individualiste, utilitaire et

hédoniste des XVIIe et XVIIIe siècles. De livre en livre, ce phénomène s'impose à lui comme la source idéologique dominante du fascisme.

Sternhell écrivait à ce propos naguère, notamment dans son premier ouvrage, consacré à Maurice Barrès, que la France, où ce courant fut puissant, aurait été, dès la fin du XIXe siècle, le véritable berceau du fascisme, voire du national-socialisme. Cette thèse, reprise de façon systématique, a été à l'origine de la vague d'épuration de la mémoire et de procès d'une xénophobie inscrite pour ainsi dire dans les gènes de la culture politique française, que *l'Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy a inaugurée avec un talent redoutable.

Déjà en retrait par rapport à cette caricature dans un ouvrage collectif précédent, *Naissance de l'idéologie fasciste* (Fayard), paru en 1989, et qui traitait de la même période, Zeev Sternhell est aujourd'hui plus nuancé. Non seulement il constate que l'antimatérialisme a affecté toute l'Europe continentale, et même l'Angleterre - avec, notamment, un inconnu jadis célèbre, Thomas Ernst Hulme (mort en 1917, à trente-quatre ans) -, mais il reconnaît que ce mouvement a seulement préparé le terrain sur lequel s'est déployé le fascisme, ce qui n'est pas du tout la même chose que de l'en rendre responsable.

Cette analyse me semble bien plus juste - et utile pour éclairer notre situation contemporaine. L'idéologie prépare le terrain. Les circonstances historiques en l'occurrence - la première guerre mondiale et la crise de 1929 font le reste. Sinon, il faudrait incriminer toutes les grandes aventures de la pensée. Au nom des idéaux les plus nobles et à la lumière d'analyses souvent prophétiques, des penseurs de la taille de Nietzsche, à qui l'antisémitisme était étranger et auxquels le nazisme eût fait horreur, ont affaibli les défenses de l'Occident devant des forces de contestation irrationnelles, déchaînées par des événements.

Non seulement la remise en cause de l'héritage des Lumières déchaînée par la Grande guerre et par la crise de 1929 a failli venir à bout des régimes démocratiques, mais elle a, en légitimant les aspirations totalitaires, aggravé les processus de massification et les ravages matériels dont les intellectuels antimatérialistes avaient précisément imputé la responsabilité à la démocratie. La « révolution conservatrice » allemande, que Jeffrey Hart désigne de la formule heureuse de « modernisme réactionnaire » a parfaitement illustré, aux origines du nazisme, la contradiction décrite par Fritz Stern : au départ du processus historique, la crise de civilisation censée affecter le monde moderne est dénoncée au nom de la personne, des valeurs morales et du « supplément d'âme » - pour reprendre l'expression célèbre de Bergson. A l'arrivée, on trouve les organisations totalitaires, l'exaltation de la technique (rattachée aux grandes forces de la nature, l'air, l'eau, le feu) mise au service de la puissance, et enfin les camps de concentration.

Comment, de la critique originelle des effets déshumanisants de la technique, à cet engluement de l'Homme dans la matière, le passage s'est-il opéré ? Le critère de l'antimatérialisme proposé par Zeev Sternhell ne suffit pas. Chacun voit bien que la critique inverse, adressée au système démocratique libéral par le marxisme-léninisme au nom, précisément, du matérialisme historique, a abouti également à la mise en place d'un régime totalitaire. Diagnostiquer dans l'antimatérialisme l'origine du mal revient à donner un contenu positif au matérialisme, et à admettre implicitement que les Lumières furent matérialistes - ce qu'elles ne furent pas. La vraie difficulté est de comprendre pourquoi des penseurs qui furent tous, effectivement, antimatérialistes, ont été conduits à remettre en cause, au nom de ce principe, le modèle démocratique libéral. La vraie question est de saisir à sa source le raisonnement qui a incité tant de penseurs de la fin du XIXe siècle, comme de la fin du XXe, à reconnaître dans la massification et dans l'excès de matérialisme, les facteurs déterminants de la Grande guerre et de la crise de 1929, et à en imputer la responsabilité à la révolution des Lumières.

Pour rendre compte de cette méprise intellectuelle, l'explication par *l'antihumanisme*, proposée naguère par Luc Ferry et Alain Renaut à propos de mai 1968, touche sans doute de plus près au cœur du problème. L'antihumanisme consiste à refuser le postulat de Rousseau et de Kant, selon lequel tout

individu possède une capacité morale au fond de sa conscience, sans avoir besoin de se référer à une tradition religieuse, ni d'intérioriser une superstructure. Si l'on refuse ce postulat, qui est au principe de la pensée libérale, il n'est plus de liberté ni de tolérance laïque possible. L'individu est aussitôt réduit à son environnement économique et social de façon inéluctable. Le voici enfermé de force dans des solidarités communautaires obligatoires, et totalement asservi à une idéologie, à une religion, à un Maître. Et le voici lui-même, cet individu, tenté d'attendre la réponse à ses besoins spirituels de son groupe, de sa société, de l'Etat.

On comprend mieux, ainsi, comment les remises en cause de l'héritage des Lumières amplifiées par la Grande Guerre et relégitimées par l'échec apparent du capitalisme en 1929 ont contribué à saper les bases intellectuelles et psychologiques de la démocratie. Vingt ans après les espérances de 1989, où l'on a cru entrevoir la victoire définitive des idées libérales, on ne voit pas sans angoisse ce travail de sape se renouveler selon un processus qui s'est déroulé en deux temps : d'abord, dans les années 1990, dans les pays d'Europe centrale et de l'Est à la faveur de l'échec des expériences libérales. Puis à la suite de « la crise financière et économique la plus importante depuis celle de 1929 ». Au début du XXe siècle, déjà, la tendance affectait le continent européen dans sa totalité. Mais la différence essentielle entre les deux époques est l'absence de guerre. Nous sommes menacés de poussées d'intolérance, de reculs des libertés publiques, et d'un regain du dirigisme étatique ; nous ne sommes pas sous la menace d'une régression totalitaire, et le pire n'est pas toujours sûr.